Les « règles » du médiateur du *Monde* ou la mise en scène d'une écriture de presse

The Rules of the Mediator of Le Monde. Or the Stagecraft of Press writing

Jean-Baptiste Legavre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2445>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2445

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2007

Pagination : 311-334

ISBN : 978-2-86480-849-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-Baptiste Legavre, « Les « règles » du médiateur du *Monde* ou la mise en scène d'une écriture de presse », *Questions de communication* [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 24 septembre 2015, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2445> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2445>

> NOTES DE RECHERCHE

JEAN-BAPTISTE LEGAVRE

Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

jblegavre@orange.fr

LES « RÈGLES » DU MÉDIATEUR DU MONDE OU LA MISE EN SCÈNE D'UNE ÉCRITURE DE PRESSE

Résumé. — Le médiateur du *Monde* a suscité un certain intérêt des chercheurs en sciences sociales. Pourtant, les analyses ont laissé de côté une dimension importante de l'écriture de médiation, la propension de son titulaire à appuyer son argumentation sur le langage de la règle. Le vocable « règle » – il y a des règles à respecter lorsque l'on fait du journalisme, répète le médiateur – revient avec une relative insistance. En appuyant son raisonnement sur des règles, il a recours à une métaphore de type juridique. Le médiateur laisse par là percevoir que le travail journalistique est un travail tendancielllement codifiable. Il présente le journalisme comme une activité faites de limites ou de frontières. Finalement, médiateur paraît construire une grammaire qui concerne d'abord l'écriture de presse et ses agencements dans les rubriques du journal.

Mots clés. — Médiateur, *Le Monde*, règles, métaphore, écriture de presse, rubricage.

Rares sont les médias français à disposer d'un médiateur. Ils sont une dizaine, dont cinq quotidiens. Parmi eux, *Le Monde* fait figure de pionnier. Le rôle a été créé en 1994 et son avant-dernier titulaire, Robert Solé – sur lequel porte cette contribution –, l'a occupé sept ans de 1998 à 2006 après avoir été directeur-adjoint de la rédaction pendant plusieurs années. Nommé par le directeur de publication du quotidien, le médiateur est chargé de « favoriser le dialogue entre les lecteurs et la rédaction », selon les termes de la charte déontologique du quotidien. Semaine après semaine, de manière plus ou moins régulière mais toujours dans l'édition du week-end, le médiateur propose, en se fondant sur des courriers de lecteurs souvent critiques, de revenir sur une enquête, une faute de style, un titre de « une », un éditorial, une interview, une chronique ou un dessin, etc. Il propose finalement des billets qui, mis en recueil, s'apparenteraient à un sorte de « manuel » de journalisme. Celui-ci serait certes un peu particulier puisque prenant pour point de départ des courriers de lecteurs. Mais le terme pourrait convenir assez bien puisque le médiateur tend en définitive à distinguer les « bonnes » des « mauvaises » pratiques journalistiques.

La médiation du *Monde* a suscité un certain intérêt des chercheurs en sciences sociales, en particulier parce que le matériau offert – les chroniques – permet de réfléchir aux évolutions de l'activité journalistique, de ses relations avec ses publics ou de ses modes d'écriture mais aussi des transformations d'un quotidien de « référence »¹. Pourtant, les analyses disponibles ont jusqu'ici laissé de côté un pan entier de l'écriture de médiation, soit la propension de son titulaire à appuyer son argumentation sur le langage de la règle. Le vocable « règle » – il y a des règles à respecter lorsque l'on fait du journalisme, répète le médiateur – revient avec une relative insistance : 83 fois dans un corpus composé de 266 chroniques. En moyenne – sachant que le terme peut apparaître plusieurs fois dans une seule chronique et qu'il peut marginalement renvoyer à d'autres règles (comme celle de l'instruction judiciaire) –, le médiateur a donc toutes les chances d'y avoir recours entre une fois sur trois et une fois sur quatre. C'est dire que l'appel aux règles est suffisamment fréquent pour questionner. Robert Solé précise d'ailleurs, dans sa toute dernière chronique qui vient clore huit années d'exercice, et dans laquelle il revient sur son rôle et action en guise de bilan, que le médiateur a pour charge de « s'assurer que le journal est fidèle à ses règles »² (05-06//11/2006).

¹ Pour des études traitant du quotidien *Le Monde*, voir Lavoine (1995), Champagne (2000), Le Bohec (2000), Ferreira Maia (2004a ; 2004b), Legavre (2006 ; 2007 ; 2008). Quelques auteurs peuvent également l'analyser au détour d'une démonstration plus vaste, voir en particulier Charon (1995 : 99-100), Bourdieu (1998 : 86-87).

² C'est nous qui soulignons.

En appuyant son raisonnement sur des règles, le médiateur n'a pas recours à n'importe quelle métaphore³. Il n'est pas dans la situation de nombreux chercheurs pensant une activité sociale à travers l'analogie du jeu (dans lequel il y a aussi justement des règles). Cette dernière analogie, classique, vise à penser autant qu'à surligner une activité envisagée comme étant faite d'interdépendances (dans la plupart des jeux, il faut être au moins deux ; l'évolution d'un jeu se décrypte à travers les actions réciproques des joueurs ; chacun n'a pas les mêmes chances de gagner, tous ne disposant pas de ressources de même poids, etc.). Ici, c'est d'une autre analogie dont il est question, une analogie de type juridique. C'est ce que révèle aisément tout l'environnement d'écriture de l'analogie mobilisée. Et l'enjeu n'est pas négligeable : le médiateur laisse en effet percevoir que le travail journalistique est tendanciellement codifiable. Ce faisant, il présente le journalisme comme une activité faite de limites ou de frontières. Mais c'est peut-être une autre analogie encore qui permet le mieux de comprendre ce qui se joue. Le médiateur paraît construire une grammaire, entendue ici dans son sens le plus ordinaire, c'est-à-dire un ensemble de règles conventionnelles, susceptibles de varier dans le temps ; des règles qui déterminent un usage correct de la langue, ici de la langue journalistique. C'est que les règles visées par la médiation de presse concernent d'abord l'écriture de presse et ses agencements dans les rubriques du journal⁴.

Une métaphore juridique

Le médiateur ne dit jamais qu'il codifie des pratiques. Pas plus qu'il n'appelle officiellement à une codification des pratiques journalistiques – le verbe « codifier » est d'ailleurs employé une seule fois dans une chronique significativement titrée « Les tables de la loi » (13-14/06/2004). Mais sa pratique s'inscrit dans cette démarche comme le signale l'insistance à parler de règles. C'est bien d'une métaphore dont il s'agit, et pas n'importe laquelle, une métaphore juridique qui lui offre des ressources argumentatives de poids.

Inscriptions

Quelques exemples permettront d'indiquer que le médiateur rappelle régulièrement qu'il y a des règles du bon journalisme – il peut aussi, mais à la marge, les qualifier de « règles professionnelles », « règles

³ Les termes de métaphore et d'analogie sont employés comme synonymes dans ce texte.

⁴ Merci aux lecteurs d'une version précédente de ce texte, en particulier M. Prodhomme et D. Ruellan.

déontologiques », « règles rédactionnelles », « règles morales », « règles typographiques ».

Tableau I : Exemples d'utilisation du terme « règles ».

« Le respect des règles que *Le Monde* s'est lui même fixées » (07-08/07/98).
 « Si les règles sont faites pour évoluer, ne faut-il pas une règle, avec des exceptions clairement précisées ? » (07-08/06/99).
 « Il leur appartient en revanche d'observer les règles déontologiques habituelles » (22-23/11/99).
 « *Le Monde* a-t-il dérogé à cette règle ? » (22/23/11/99).
 « L'interview [...] a parfaitement respecté quelques règles de base » (23-24/07/2000).
 « X a fait une enquête dans les règles » (02-03/04/2000).
 « Les réactions [...] qui, en bonne règle, auraient du être citées » (03-04/12/2000).
 « Voilà pour la règle... » (11-12/06/2000).
 « Cet éditorial a été rédigé dans les règles » (27-28/08/01).
 « Naturellement, une règle existe » (30/06-01/07/02).
 « Des règles ayant été fixées » (11-12/08/02).
 « Selon la nouvelle règle introduite dans les pages "France" » (19-20/05/02).
 « Une règle impérative » (10-11/11/02).
 « Le strict respect des règles qu'elle s'est fixées » (02-03/03/03).
 « Nos règles... » (09-10/03/03).
 « Les règles d'écriture du journal [...]. Ces règles se sont modifiées au fil des années » (18-19/05/03).
 « Une bonne règle veut que... » (20-21/07/03).
 « La règle expérimentée par *Le Monde* depuis un an... » (07-08/12/03).
 « Peut-on définir une règle générale ? » (21-22/03/04).
 « Une seule règle en la matière... » (30/08-01/09/04).
 « Du moment qu'il respecte les règles de la publication à laquelle il appartient... » (13-14/12/04).
 « Ils ne respectent pas certaines règles, de forme ou de fond... » (13-14/12/04).
 « Tous les rédacteurs et rédactrices du *Monde* n'appliquent pas cette règle » (30-31/10/05).
 « Selon les règles du *Monde* [...]. Ce n'était pas le cas [...]. La règle méritait plus que jamais [...] d'être appliquée » (04-05/12/05).
 « Règle d'or : toute erreur commise... » (10-21/06/05).
 « Le journal ne peut adopter la même règle pour... » (27-28/11/05).
 « La règle méritaient plus que jamais [...] d'être appliquée » (04-05/12/05).
 « La phrase relevée [...] ne pouvait être que l'exception qui confirme la règle » (15-16/05/06).

Le médiateur dit aussi s'appuyer sur des textes qui distingueraient ce qui se fait de ce qui ne se fait pas. *Le Livre de Style*, publié début 2002, est le premier texte public de référence lui permettant de disposer de critères écrits – il « ne porte pas seulement sur l'écriture, écrit Robert Solé : il définit aussi des règles déontologiques et professionnelles. Ce qui n'était jusqu'ici qu'une constitution non écrite, ou un contrat de lecture implicite, se trouve formalisé et mis sur la place publique » (20-21/01/02). « Contrat » (voir aussi, entre autres chroniques, celle du 05-05/12/03 ou 13-14/12/04) ou « contrat de confiance » (12-13/07/99) ou « constitution » donc, mais aussi « charte » (09-10/03/03 ou 13-14/06/04

ou 17-18/04/04), « charte rédactionnelle » (17-18/03/03 et 30-31/03/03), « bible » (20-21/01/02 ou 30/06 et 01/07/02), « code d'honneur et code de la route » (17-18/03/02). Publié deux fois jusqu'ici, à disposition des lecteurs intéressés qui peuvent se le procurer en kiosque, il a été mis au point par une petite équipe de journalistes dirigée par Laurent Greilsamer⁵, alors rédacteur en chef du quotidien. L'idée proviendrait de Jean-François Fogel, un des auteurs de la nouvelle formule de 1995. Il aurait recommandé l'édition d'un « guide rédactionnel » à l'image de ce qu'il avait vu à l'étranger, en particulier aux États-Unis⁶. Auparavant, le médiateur pouvait mettre en avant un « contrat implicite avec les lecteurs » (05-06/10/98) ou, à l'occasion, un « document interne » (12-13/07/99), voire une ou des « règles » (« selon une vieille règle », 23-24/07/2000) et, une fois, « les tables de loi [qui] exigent... » (19-20/03/2000), sans en signifier plus.

Le médiateur y reviendra, deux ans après la première édition du *Livre de Style* en valorisant le changement de 1995 (nouvelle équipe de direction, nouvelle maquette, nouvelles normes...) : « Pendant un demi-siècle, *Le Monde* s'est appuyé sur une charte non écrite. Aucun texte n'indiquait ce qu'il fallait ou ne fallait pas faire, mais chacun semblait le savoir exactement. Quelques mois après son embauche, un jeune rédacteur connaissait la manière de rédiger une brève ou de titrer un entrefilet ; il avait appris à vérifier une information, modérer son style, ne pas proclamer ses engagements politiques... » (13-14/06/04).

Le besoin d'un « code d'édition », « charte rédactionnelle » (27-28/12/04) ou autre « guide rédactionnel » serait, indique le médiateur, la conséquence de « la transformation des métiers de la presse », en particulier d'une évolution faite de changements techniques, de la croissance aussi d'une rédaction de plus en plus étoffée et « beaucoup renouvelée » (le médiateur précise ainsi dans une chronique précédente que pas moins de cent dix nouveaux journalistes ont été embauchés entre 1994 et 1999, soit un tiers de l'effectif – 07-08/02/99). « Le miracle quotidien – écrit le médiateur –, qui consistait à mettre en page des centaines de textes non calibrés, montrait ses limites. En dépit de l'informatisation, on continuait à écrire des articles trop longs, qu'il fallait couper au dernier moment, ou qui étaient recalés faute de place ».

⁵ Pour des éléments complémentaires sur les conditions de production du *Livre de style*, ainsi que pour son analyse, voir Prodhomme (2006 : 353-371).

⁶ C'est en tout cas ce que confie L. Greilsamer dans un entretien donné à une étudiante en journalisme et alors que *Le Livre de Style* est en préparation (Maclouf, 2001 : entretien en annexe).

Depuis, le médiateur peut appuyer son billet sur ce recueil de normes : « Ce qui n'était jusqu'ici qu'une constitution non écrite, ou un contrat de lecture implicite, écrit-il, se trouve formalisé et mis sur la place publique » (20-21/01/02). Le médiateur se définit désormais comme un « exégète » travaillant – autre métaphore utilisée, mais marginalement – « bible en main » ayant pour fonction son « interprétation philologique et doctrinale » (20-21/01/02). L'appel au *Livre de Style* est sinon fréquent du moins assez régulier, comme peuvent en donner une idée ces quelques illustrations :

Tableau 2 : Exemples d'appel au Livre de Style.

« Les rédacteurs du journal devraient ouvrir de temps en temps *Le Style du Monde*, pour consulter l'abécédaire » (24-25/03/02).
 « Les règles professionnelles, inscrites dans la charte rédactionnelle (*Le Style du Monde*) sont claires » (30-31/03/03).
 « Une règle existe. Elle figure en toutes lettres dans *Le Style du Monde*, cette bible du journal » (30/06 et 1/07/02).
 « Le "livre de style" du *Monde* est assez énigmatique, se contentant... » (10-11/11/02).
 « *Le Livre de Style* nous invite à employer [...]. Employons-le sans hésiter » (12-13/01/03).
 « *Le Monde*, comme l'indique son *Livre de Style* [...]. La "Une" [...] a pu donner l'impression d'enfreindre cette règle » (30/08 et 1/09/04).
 « La règle, affirmée par le directeur de la rédaction dans *Le Livre de style*... » (18-19/01/04).
 « Telle qu'elle figure dans son *Livre de Style*... » (17-18/04/06).

Le médiateur consacre même une chronique entière en 2004, exceptionnellement sans aucune « saisine » de lecteurs, à ce qu'il appelle la « troisième étape » – après l'énonciation en interne de principes en 1995 et la publication en kiosque du *Livre de Style* en 2002. En fait, une « bible éditoriale » venait d'être proposée en 2004 aux rédacteurs sans doute, mais d'abord aux éditeurs⁷ – « un volumineux volume » : *Éditer Le Monde*, bénéficiant de précédents « américains notamment ». Il y est notamment question des « cinquante-six points à vérifier avant d'envoyer «un texte au central» [i.e., la rédaction en chef] et des [...] vingt-sept points à vérifier avant d'envoyer une page ou une image ». Sans en être dupe – « sera-t-elle ouverte en permanence sur le bureau de chaque rédacteur ? On peut en douter » – le médiateur en appelle à la vigilance des journalistes pour qu'ils prennent conscience des « règles qui concernent l'ensemble des journalistes », comme par exemple les manières de « nommer les personnes », d'« éviter les redondances » ou de construire un article (l'opuscule revient sur les fameux 5 W pour

⁷ Soit le nouveau nom des secrétaires de rédaction.

« l'attaque d'info »). La chronique lui permet aussi, exemples à l'appui, de rappeler à la rédaction en chef en charge de la « une »⁸ qu'elle n'a pas à s'émanciper des « règles » dont elle demande aux simples rédacteurs la stricte application (13-14/06/04). *Le Livre de Style* ou *Éditer Le Monde* ont beau être des « bible », « bible éditoriale » ou « volume [qui] codifi[e] les règles et usages du journal » (13-14/06/04), ils ne sauraient cependant fixer toutes les limites du contrôle : « Je ne m'appuie pas sur un texte qui définirait mes prérogatives et leurs limites. Je ne m'en plains pas, l'absence de règles précises rendant la fonction plus stimulante, avec l'impression de l'inventer en marchant » (29-30/04/01)⁹. C'est aussi la propre définition de son rôle qui se construit par emprunt à des catégories de l'ordre juridique. Il se définit parfois comme un « intermédiaire »¹⁰, mais avant tout comme un « juge de paix »¹¹, exceptionnellement comme un « avocat »¹² et refuse d'être considéré comme un « arbitre » (29-30/04/01).

Ces premiers repérages l'indiquent : le médiateur adopte bien un langage de la règle. Il pourrait être objecté que tout langage de ce type ne s'inscrit pas forcément, ou pas seulement, dans l'univers du droit. Ainsi, parmi d'autres sociologues, Pierre Bourdieu a-t-il suffisamment indiqué que le mot règle était ambigu – faut-il entendre là un principe de type juridique, un ensemble de régularités objectives, un modèle construit par le chercheur pour rendre compte du jeu (voir par exemple, Bourdieu, 1987 : 77 ; voir aussi, dans une autre optique, Ogien, 2007 : 273) ? Sans doute le vocable peut-il recouvrir chez le médiateur des acceptions qui ne sont pas toutes superposables – entre par exemple la règle dite « déontologique » et celle dite « professionnelle », les différences ne sont pas négligeables. Pierre Bourdieu (1980 : 298) ajoutait aussi – non sans pertinence – qu'il y avait lieu de ne jamais oublier que le langage de la règle, cet « asile de l'ignorance » disait-il avec férocité, fonctionne comme un véritable piège. Il ne permet en rien « d'enfermer la raison et la raison d'être des pratiques ». C'est « que le piège le plus subtil réside sans doute dans le fait que les agents recourent volontiers au langage de la règle [...], pour expliquer une pratique sociale qui obéit à de tout autres principes, dissimulant ainsi, à leurs propres yeux, la vérité de la maîtrise pratique comme *docte ignorance*, c'est-à-dire comme mode de connaissance pratique qui n'enferme pas la connaissance de ses propres principes » (Bourdieu, 1980 : 174). Le rappel est salutaire. Mais il n'interdit pas, justement, de saisir les ressources qu'offre au médiateur le

⁸ Sur cette question, voir Hubé (2004).

⁹ C'est nous qui soulignons.

¹⁰ *Le Style du Monde*, édition 2002.

¹¹ 29-30/04/01 ou 20-21/01/02 ou 29-30/09/02 ou *Le Style du Monde*, édition 2002, ainsi que 06-07/11/06.

¹² Dans un entretien accordé à la revue du médiateur de la République en 2003 et dans sa dernière chronique (06-07/11/06).

recours au vocable de règle et d'ajouter que ce n'est pas pour rien qu'il donne, sans forcément en avoir conscience, une coloration juridique au terme de règle.

Entre étonnements et évidences

L'étonnement pourrait toutefois affleurer à la lecture de billets dans lesquels si souvent le médiateur dit se fonder sur des règles qu'il pense devoir rappeler ou faire connaître. Beaucoup de journalistes sont en effet souvent critiques, voire très critiques, vis-à-vis de toute forme d'intervention qui leur dirait ce que devrait être le « vrai » journalisme et, en particulier, qui leur dirait publiquement ce qu'ils seraient supposés faire et, surtout, ne pas faire¹³. Et c'est pourtant bien ce à quoi tend tout discours prétendant dégager des règles. Dans l'univers des gens de presse, la responsabilité individuelle est cependant très souvent mise en avant comme parangon de la vertu journalistique. Comme l'a souligné Cyril Lemieux (1992) la morale journalistique se veut d'exception. Ce n'est pas que les journalistes se penseraient comme n'étant pas responsables de leurs actes. C'est en fait que leurs exigences civiques d'indépendance – ils peuvent se penser comme garants de l'espace public –, les autoriseraient autant que de besoin à transgresser les « bonnes » manières, règles et usages ordinaires dans la recherche de la « vérité ».

Ce n'est pas tout. Des chercheurs s'intéressant aux processus de codification des pratiques journalistiques ont pu souligner que celles-ci ne peuvent se réduire à un corpus de règles qu'un acteur, institution ou groupe auraient formalisé. L'identification est peu aisée, en conséquence la transmission est impossible ; l'acte journalistique est en effet d'abord individuel donc non généralisable. Tout processus de codification serait donc voué à l'échec. Gérard Cornu et Denis Ruellan (1995 : 151) écrivent que « la plupart des pratiques journalistiques [...] ne sont pas codées au sens où elles ne font pas l'objet d'une identification claire, et de ce fait transmissible ». Et de poursuivre : « L'acte journalistique est trop intimement régi par des ressorts de niveaux individuels ou restreints pour que l'on imagine un jour une homogénéisation de ses procédures » (*ibid.*).

Malgré tout, le recours du médiateur au langage de la règle ne doit pas étonner outre mesure. Pour plusieurs raisons. C'est qu'en le faisant – première raison –, Robert Solé fait directement écho à la

¹³ Pour une vision synthétique des réactions journalistiques communes à toute tentative de contrôle « extérieur », et en particulier à la mise en place d'un ordre, voir en particulier Ruellan (1994). Et, plus largement, Charon (2003).

charte déontologique du *Monde*. Elle précise que le médiateur « veille à l'application, par la rédaction, des règles journalistiques énoncées dans le livre de style. Ces règles définissent le contrat de lecture établi avec les lecteurs »¹⁴. Deuxième raison : l'actuel médiateur s'inscrit dans les pas de son prédécesseur, Thomas Ferenczi, qui faisait de même mais avec une moindre intensité (il insistait aussi sur une catégorie de règles rarement nommées comme telles par Robert Solé, les règles dites « rédactionnelles »). Mais une dernière raison permet de voir que la démarche du médiateur est somme toute attendue. Tous les spécialistes de déontologie tendent à faire de même, que ce soit dans les univers pratiques ou savants¹⁵. La déontologie journalistique paraît rimer (ou devoir rimer) avec l'existence de « règles ». La plupart emploie sans guère de précision des mots *a priori* pensés comme synonymes. « Règles », « normes », « principes » ou, plus largement, comme l'écrit un spécialiste, « ce qui "se fait" et "ne se fait pas" » (Bertrand, 1999 : 24) paraissent en effet renvoyer à des logiques plus ou moins identiques, chacun s'accordant, de toute façon, à souligner leur faible effectivité. Mais plus le degré d'objectivation dans un texte nommé « code » ou « charte » paraît fort, plus l'usage du terme de « règles » paraît aller de soi. Plus précisément, les seuls vocables de « codes » ou « chartes » semblent induire celui de « règle », sans que les utilisateurs de ces termes ressentent le besoin de le préciser. L'usage paraît aller sans dire.

Le langage juridique comme ressource

Sans doute le langage de la règle n'est-il pas d'abord, dans les propos du médiateur, un langage proprement juridique. Il ne vise pas des pratiques encadrées par le droit et susceptibles de sanctions établies en cas de manquement, en dehors du régime juridique des droits de réponse qu'il peut aborder à l'occasion (29-30/03/99), celui du secret de l'instruction (22-23/11/99) ou celui de la protection des sources (30/08-01/09/04). Le médiateur ne dispose d'ailleurs d'aucun pouvoir de sanction des journalistes en dehors de celui, évidemment non négligeable, de la réprobation publique. Finalement, le vocable « règle » recouvre, dans ses propos, des significations plurielles qu'il égrène lui-même dans un billet : « La qualité d'un journal, écrit-il, dépend en grande partie des règles qu'il s'est fixées – et qu'il applique. Règles morales, professionnelles, rédactionnelles, typographiques... » (13-14/06/04).

¹⁴ C'est nous qui soulignons.

¹⁵ Il suffit pour s'en persuader de consulter sur ce point les contributions d'auteurs différents comme, entre autres possibles, Bertrand (1997, 1998) ; Cornu (1997) ; Le Bohec (2000) ; Civard-Racinais (2003) ; Leprette, Pigeat (2004).

En fait, ce sont surtout des règles d'écriture qui scandent ses chroniques ou, pour le dire mieux, des règles qui s'expriment dans et par l'écriture. Pas seulement les règles du « bon » français qui lui tiennent tant à cœur (Legavre, 2006). Plus largement, des règles d'écriture de presse qui permettraient de distinguer des « bonnes » et des « mauvaises » pratiques – par exemple, citer ou titrer d'une certaine façon, adopter une certaine posture en interview, donner dans un article la parole de manière équilibrée aux parties prenantes et, en fait et souvent, adopter la « bonne » rhétorique au « bon » endroit, c'est-à-dire dans la bonne « rubrique » (« Sport », « France » ou « Rendez-vous »...) ou en fonction du genre visé (la chronique judiciaire, l'éditorial ou l'interview...). Et c'est là un paradoxe apparent : ces « bonnes » règles qui ne sont pas des règles proprement juridiques sont énoncées par le médiateur en recourant à la métaphore juridique, fusse de manière ludique. Ainsi, au cours d'un entretien, le médiateur peut-il avancer : « C'est une jurisprudence qui se fait en marchant. Il m'arrive pour m'amuser de faire d'ailleurs des règles moi-même, en disant, dans ma toute dernière chronique par exemple : "Le médiateur n'est pas habilité à..." », mais c'était une plaisanterie. Cela me permet de faire ce que je veux. C'est tout l'intérêt de cette fonction, c'est qu'elle s'invente en ce moment. Je ne me fonde pas sur un modèle » (entretien, mars 2003).

Peu importe ici que cette vision héroïque d'un rôle, certes encore peu institutionnalisé, soit sans grand rapport avec une réalité « déjà là », et le médiateur le « sait » : au *Monde*, le poste a déjà été occupé par deux titulaires fixant un cadre à la pratique ; il s'inspire explicitement de certaines médiations étrangères plus que de d'autres (Ferreira Maia, 2004b) ; il existe en France des médiateurs de presse en dehors du *Monde* ; une organisation mondiale des médiateurs – l'ONO (*Organization of News Ombudmen*) – participe à la définition de la « bonne » médiation de presse en mettant en scène des débats entre médiateurs ; en juin 2006, s'est aussi créé le club des médiateurs de la presse française et, plus largement encore, le recours à la médiation est aujourd'hui un dispositif croissant de régulation dans quantité d'univers sociaux. En d'autres termes, le médiateur n'est pas un démiurge inventant un rôle sans repères.

Et ce qui compte ici est que, finalement, le médiateur dit en creux qu'un rôle ayant pour fonction de publiciser ce que sont les pratiques de presse n'a pas une panoplie langagière si vaste à sa disposition. Pour l'éclairer, il faut préciser que le médiateur n'est pas dans une situation habituelle à l'univers médiatique : les journalistes parlent peu de leurs pratiques, les mettent peu en scène, donnent à voir des résultats (un reportage, un commentaire, une analyse...) plus que des processus (de recherche d'information, de négociation avec les sources ou avec la hiérarchie, de gestion des concurrences journalistiques, des définitions de la « bonne »

actualité). En somme, le fait même de communiquer sur l'interne, d'honorer les « bonnes » pratiques ou de stigmatiser les « mauvaises », en s'appuyant sur des paroles externes (des courriers de lecteurs qui servent de fondement à ses chroniques) paraît l'obliger à retenir le langage de la règle et alors même que ses socialisations antérieures, en particulier scolaires, ne paraissent pas le prédestiner à aller en ce sens sans même y penser – il n'a pas, en particulier, de formation juridique ; il est entré, juste après son baccalauréat à l'École supérieure de journalisme (ESJ) de Lille ; il est par ailleurs l'auteur de plusieurs romans.

Tout se passe comme si celui qui, dans un univers social, se proposait de classer des pratiques professionnelles avec une visée déontologiquement affirmée et, ce faisant, se devait de produire de la généralité, n'avait guère d'autre choix que de mobiliser ce type de langage tendanciellement juridique. Et la métaphore juridique n'est pas tout à fait ordinaire dans la constellation de celles – fort nombreuses – sur lesquelles nous appuyons quotidiennement nos raisonnements. Sans doute, du langage le plus courant et le plus quotidien au langage en sciences sociales, les usages des métaphores ou des analogies sont nombreux et pas équivalentes. Mais, à chaque fois, il s'agit bien de dire « quelque chose [...] en termes de quelque chose d'autre » (Lakoff, Johnson, 1986 : 15), finalement de toujours rompre avec quelque chose – ce quelque chose étant nos langages communs pour nommer ce que nous ne parvenons ou ne souhaitons pas, pour des raisons bien différentes, à nommer dans son immédiateté.

En définitive, plus que d'autres, la métaphore juridique permet de distinguer, de hiérarchiser, de classer, de mettre de l'ordre, de fournir des repères. De conjurer, encore, en « mettant des formes », comme l'on dit, à une situation grosse de violence potentielle – « il y a une vertu propre de la forme », écrivait encore Pierre Bourdieu (1987 : 96) dans un article sur la codification. C'est que le médiateur, ce « traître institutionnel » disait joliment un ancien médiateur portugais (Mesquita, 1989 : 292), en stigmatisant des pratiques journalistiques jugées déviantes, doit se garder de perdre le soutien de la rédaction dont il a besoin pour travailler, se légitimer, et imposer son propre projet éditorial (Legavre, 2007). Comme Robert Solé l'écrit dans sa dernière chronique, « le médiateur est régulièrement pris entre deux feux : soupçonné par des lecteurs de servir la soupe, il peut se voir accusé par la rédaction de cracher dans la soupe » (05-06/11/06).

Et le droit constitue bien une rhétorique protectrice pour celui qui sait s'en saisir. C'est qu'elle est une rhétorique de l'autonomie, de la neutralité et de l'universalité (Bourdieu, 1986 : 5). La médiation en bénéficie, par emprunt plus ou moins impensé et bricolages ordinaires. Le langage de la règle permet ainsi au médiateur de se construire comme un « vrai » intermédiaire : il ne

se présente pas comme journaliste, il n'est pas non plus un lecteur ordinaire. Il peut du coup parler du journalisme avec hauteur. L'autonomie ainsi revendiquée – il n'est pas supposé être un agent de relations publiques ou un porte-parole des lecteurs – rend possible cette prétention à la neutralité. Il peut d'autant plus aisément parler de situations localement situées (tel article de tel service du *Monde*) qu'il paraît se saisir de règles forgées par d'autres que lui (des « règles que le *Monde* s'est fixées », comme il l'écrit souvent ; ou, plus largement encore, des règles qui paraissent concerner l'ensemble des gens de presse). Ce sont autant de conditions à cette prétention à produire de l'universel... des règles.

On comprend peut-être mieux ainsi l'intérêt qu'il peut avoir à mobiliser cette métaphore. D'autant plus qu'en nous disant au fil des semaines que le journalisme n'est pas un exercice libre, parce qu'il a des règles et que les rédacteurs ne peuvent prétendre faire ce que bon leur semble, il produit plus aisément des limites qu'il explicite.

Tracer des limites

En répondant publiquement aux lecteurs, le médiateur peut dénoncer des écarts à la norme de pratiques journalistiques qui lui paraissent déviantes. Il lui arrive aussi de défendre des rédacteurs stigmatisés, de son point de vue injustement, par les scripteurs. C'est toujours l'occasion de rappeler dans ses chroniques une ou plusieurs règles du « bon » journalisme et, ce faisant, de produire un travail de classement. Autrement dit, son activité peut être analysée comme participant à la construction de quelques-unes des frontières de son activité professionnelle. Cette entreprise passe par une définition de la « bonne » information et, plus encore, par une explicitation des types d'informations et d'écritures de presse acceptables en fonction des genres journalistiques visés. Il consacre en effet beaucoup de son temps à rappeler ce que doit être le traitement de l'information au *Monde*. Il aime souligner, en particulier, que l'écriture journalistique n'est pas forcément identique dans toutes les rubriques.

Les limites de la « bonne » information

Les qualités de la « bonne » information, telles qu'elles sont présentées par le médiateur, peuvent ne pas surprendre. Mais c'est toujours à leur aune que sont jugés les articles incriminés. L'ordonnement est (très) situé. Il renvoie à ce que Jean-Marie Charon (1994 : 55) appelle « une figure d'un journalisme emblématique », celui de la presse d'information politique et générale, en tout cas la définition que souhaiterait en retenir *Le Monde* après 50 ans de sédimentation éditoriale.

Le médiateur est loin d'être seulement le gardien de l'ancien *Monde*. Dans ses billets, il est souvent critique vis-à-vis de la rédaction en chef (Legavre, 2007). Mais il est aussi le tenant d'une certaine orthodoxie. Il exerce au *Monde* depuis près de quarante ans et il en est toujours salarié : il a donc toute chance d'adhérer aux croyances pensées comme constitutives d'un quotidien « de référence ». Il aime d'ailleurs souligner que l'appartenance au *Monde* constitue un lien distinctif qui, tout autant qu'il donne des obligations, réactive le sentiment de participer à une « œuvre » commune et valorisante. Au fil de ses chroniques, le médiateur rappelle à tous ce qu'est supposé être *Le Monde* et ce qu'il impose à ses serviteurs, en particulier la grandeur de ses charges. Rien de nouveau, à dire vrai : il y a déjà plus de 20 ans, Jean-Gustave Padioleau filait l'analogie religieuse et égrenait, ironique : « sacerdoce », « magistère », « prière », « office », « église » « fidèles », « effluves de religiosité » (Padioleau, 1985 : 103 en particulier).

Parmi d'autres quotidiens, *Le Monde* est ici présenté – dans le désordre – comme un journal de « référence » (25-26/10/04) ; « un journal traitant d'abord de l'actualité » (08-09/09/02) ; un journal « politique » (21-22/05/01) ; un journal « indépendant » (25-26/06/01) ; un journal « d'opinion et d'opinions » (12-13/07/99) « qui se veut aussi un espace de libertés pour ses rédacteurs » (12-13/07/99) ; « un journal sélectionnant et hiérarchisant » (11-12/06/00) ; un journal « honnête et équilibré » (12-13/07/99) ; un journal « fiable » (6-7/09/99) ; un journal « qui se renouvelle constamment » (13-14/12/04) ; etc.

L'affirmation des qualités du quotidien s'exprime, plus largement, par le rappel systématique de l'existence de couples notionnels. Ils dessinent un espace rhétorique. L'illustrer de nombreuses citations rendrait lassante la lecture, tellement ils scandent les chroniques du médiateur. Ces notions sont pourtant essentielles. Elles constituent autant de polarités formant des bornes, délimitant des possibles et des pensables pour des rédacteurs supposés, comme l'écrit avec grandiloquence le médiateur, « tendre vers l'excellence » – Robert Solé n'hésite pas à y voir, « depuis les origines, son ambition, pour ne pas dire sa *vocation* »¹⁶ (06-07/09/99).

La première borne indiquée est valorisée. Elle éclaire l'horizon des pratiques à suivre ; la seconde est rejetée :

¹⁶ C'est nous qui soulignons.

Tableau 3 : Les polarités du métier de journaliste.

- la distance *versus* l'engagement (« les rédacteurs du *Monde* ne sont ni des militants d'une quelconque cause, ni des prophètes, ni des justiciers. Ils sont là avant tout pour informer » – 30-31/01/03) ;
- l'argumentation *versus* l'affirmation (« les phrases simplificatrices ne conviennent pas à un débat aussi complexe » – 11-12/01/04) ;
- l'important et le significatif *versus* la tentation de « survendre », en particulier en « une », pour séduire (« “survendre” un article provoque toujours des déceptions et des suspicions » – 09-10/04/2000) ;
- l'information *versus* la rumeur (« le rôle des journalistes n'est pas de rapporter des rumeurs mais de donner des informations » – 08-09/10/2000) ;
- la révélation de faits décisifs *versus* leur omission non maîtrisée (« rien n'excuse ce manquement à l'information, même s'il se trouve animé des meilleurs sentiments » – 02-03/06/02) ;
- un article pour tous les lecteurs *versus* pour une fraction (« un journal n'a pas pour vocation à se transformer en modules [...]. Menu unique, donc » – 08-09/10/02) ;
- la concision *versus* la dilution (« l'inflation reste une menace : inflation de mots dans un article, ou d'articles dans un dossier. Il est toujours tentant de dire en deux pages ce qui tiendrait très bien en une seule. Comme si la qualité se mesurait à la surface occupée – 18-19/05/03) ;
- la compréhension immédiate *versus* la complexité de l'écriture (« l'article contenait sans doute trop d'idées pour trop peu de lignes. Des formules compliquées... » – 02-03 04/2000) ;
- la maîtrise du « bon » français *versus* le relâchement en la matière (« quant à l'appauvrissement de la langue, il se traduit par des répétitions de mots dans un même paragraphe, ou [...] par une réduction de la palette des couleurs : “rouge” ou “bleu” ont tendance à se substituer à grenat, carmin, pourpre, écarlate, azur, émeraude, turquoise... » (11-12/08/02).

Deux autres couples notionnels au moins méritent d'être présentés. La hiérarchie n'est pas ici autant marquée. Mais leur énoncé rappelle que le travail du médiateur consiste aussi à séparer des manières d'écrire et de penser le journalisme « à la française » dans un quotidien de « référence » :

Tableau 4 : Penser le journalisme dans un quotidien de référence.

- les faits *versus* le commentaire (« Ne pas mélanger les faits et le commentaire » – 07-08/09/98 – ; « c'était trop souvent le cas dans l'ancienne formule [...], parcourir des kilomètres d'analyse et de commentaire avant de trouver enfin l'information » – 20/09/99) ;
- l'enquête *versus* le commentaire (« On [i.e. les rédacteurs] devrait prendre le temps de s'informer correctement » – 01-02/04/01 ; « on attend du *Monde* une enquête » – 18-19/02/02 ; « au cours de ce feuilleton lamentable, on aurait aimé que *Le Monde* se distingue plus souvent par son obstination à vérifier les faits, par sa retenue ou par son silence » – 28-29/09/03).

C'est bien d'un usage typique de l'ellipse dont il s'agit là, « sorte de médiation furtive qui oblige le lecteur à ne considérer que les éléments dont elle rend compte », pour reprendre la définition qu'en propose Magali Prodhomme

(2006). Analysant *Le Livre de Style du Monde* qui en est parcouru, elle souligne, dans son ouvrage sur la déontologie journalistique, que le procédé permet en fait « d'asseoir, sans nuance possible, la mission du quotidien » (Prodhomme, 2006 : 321). Le médiateur se propose finalement de trier et de distribuer. Il souligne ainsi en entretien, entre autres rôles, qu'il est « quelqu'un qui tranche en disant : "On a eu raison, on n'a pas eu raison", "un tel a raison, un tel a tort" » (entretien, mars 2003). Il qualifie aussi son travail de « contrôle de qualité » (07-08/09/98).

Les limites des rubriques

Lorsqu'il s'attelle à séparer le « bon grain de l'ivraie », le médiateur ne fonde pas aléatoirement ses « jugements » sur les énoncés présentés à l'instant. Il le fait en situant les rubriques ou « genres » du journal ou, pour le dire autrement, les types d'articles qui structurent le chemin de fer; c'est-à-dire le plan d'ensemble du journal présentant les places des articles et des publicités. Les chroniques, surtout celles des premières années de son mandat (mais aussi dès lors qu'une nouvelle rubrique apparaît), soulignent d'abord à l'intention des lecteurs qu'un journal est une succession de rubriques dont les paroles n'ont pas les mêmes limites et logiques. Les chroniques du médiateur se fondent toutes ou presque sur des courriers de lecteurs. Mais elles peuvent s'attarder minoritairement sur le traitement contesté en tant que tel de l'événement. Le médiateur paraît préférer monter en généralité : il en profite alors pour souligner que l'article incriminé appartient à un genre ou rubrique spécifique et que l'évaluation de la dénonciation doit s'étayer à l'aune de ceci.

Si le médiateur passe ainsi en revue le chemin de fer du *Monde*, c'est évidemment dans le désordre, et au fil des ans. De la manchette à l'ensemble de la maquette de la « une », de l'éditorial à la nécrologie, de l'article de sport à la chronique télévision, du portrait au reportage, de l'enquête à la chronique théâtrale ou musicale, de la chronique judiciaire à la grille du jeu quotidien, de l'entretien à la tribune, du commentaire à l'analyse, des annonces de naissance et de mariage à la rubrique automobile, de la photo au dessin de presse, de la critique cinématographique au jeu quotidien, de la page « Régions » à la rubrique « Il y a 50 ans dans *Le Monde* », des pages « Débats » ouvertes à des « expertises extérieures » (Neveu, 1993 : 14) aux logiques de l'infographie dont la présence est croissante, de la rubrique « tourisme » au « ventre » de « une », en passant par les suppléments « attrapes pub » ou la mise en scène des encarts publicitaires, etc., le médiateur dit et redit que toutes les paroles journalistiques ne se valent pas, qu'en tout cas, elles ne lisent pas identiquement et qu'elles doivent éviter les chevauchements pour être compréhensibles par les lecteurs.

En somme, cette évidence a toute chance d'en être une pour les seuls initiés, plus encore à une époque où les lecteurs occasionnels de la presse quotidienne sont de plus en plus nombreux. Et encore : si les courriers des lecteurs sont probablement écrits d'abord par des lecteurs mobilisés qui ont toute chance d'être le plus souvent des lecteurs réguliers, alors il est même possible, en s'en tenant aux interrogations et critiques des lettres sélectionnées par le médiateur, de penser que même le « noyau dur » du lectorat est loin de maîtriser le propre de la parole journalistique, c'est-à-dire d'être non pas *une* même parole se déployant tout au long du journal mais, au contraire, une combinatoire de paroles mises en scène et encadrées spécifiquement et n'ayant pas la même portée. La (les) parole(s) journalistique(s), comme toute(s) parole(s) professionnelle(s) et distinctive(s), suppose(ent) une initiation que sont loin d'avoir la plupart des profanes qui, du même coup, peuvent à loisirs se saisir de mythes, comme ceux de « l'objectivité » par exemple, pour dénoncer des « manquements » qui sont loin d'en être toujours dans les représentations professionnelles des journalistes. Comme le résume le médiateur dans un billet : « Au Monde, il existe différents types de textes (articles informatifs, analyses, éditoriaux, entretiens, rectificatifs...) pour lesquels sont fixés un mode d'écriture, une forme de titre, une longueur et même une police de caractère. On ne rend pas compte de la même manière d'un débat parlementaire, d'un colloque ou d'un procès » (13-14/12/04).

On ne pourrait pleinement saisir cette insistante pédagogie s'il l'on n'avait pas en tête que l'activité de médiation a bien une dimension explicitement informative. C'est aussi, comme le rappelait encore Pierre Bourdieu (1987 : 97), que la prétention codificatrice s'inscrit toujours dans un processus de communication. Quelle qu'elle soit, elle assure une communication minimale, ici une communication entre les lecteurs et la rédaction. Le médiateur dit d'ailleurs y accorder une grande importance : « Souvent, cette chronique est le seul lieu où l'on révèle des choses sur le journal. Tout ça est un peu paradoxal. Ce journal a longtemps été un couvent, fermé, qui ne voulait pas du tout communiquer. Et puis il s'est mis énormément à communiquer, depuis quelques années, avec des gens chargés de la communication. On communique énormément, mais c'est de la politique de communication. On communique tout ce qui est positif. Finalement, ces gens là n'informent pas sur beaucoup de choses. Et moi, pendant ce temps, effectivement, je donne des informations qui intéressent les lecteurs. Positives, négatives, purement informatives, cela dépend. Mais je trouve que l'intérêt, c'est le lecteur. Le lecteur a envie de savoir comment *Le Monde* fonctionne, donc je le fais » (entretien, mars 2003).

Sans viser l'exhaustivité et sans hiérarchiser, une quinzaine de cas d'espèces suffiront ici à saisir la portée donnée par le médiateur à ce qu'il convient d'appeler, dans un sens large, les logiques formelles du rubricage. En effet,

ce dernier doit être entendu comme une activité de distinction éditoriale permettant de classer et situer des paroles – le rubricage est « une mise en scène du sens des énoncés », écrivent ainsi Michel Mouillaud et Jean-François Tétu (1989 : 63). Il permet, tout en même temps, de hiérarchiser l'espace, donc de distribuer du pouvoir, et finalement de donner à voir d'une certaine manière un objet construit – le journal. C'est dire que le discours du médiateur sur ce point n'est pas anodin. Comme l'écrivent ces mêmes auteurs, « la mise en rubriques [...] transforme les contenus du journal en "réalité" » (Mouillaud, Tétu, 1989 : 65).

Tableau 5 : Des règles d'écriture.

- Le titre principal de « une » est supposé être seulement informatif. Il n'est pas un éditorial : « Le lecteur est en droit d'exiger qu'une manchette soit honnête – en reflétant exactement le contenu des articles – et qu'elle ne soit pas un éditorial » (13-14/05/01).
- L'éditorial exprime une opinion mais doit être argumenté : « Exprimer ses opinions de manière solidement argumentée et [...] se garder d'un ton péremptoire ou donneur de leçon » (05-06/10/98).
- La chronique culturelle n'a que l'apparence de la subjectivité : « La critique est moins subjective qu'on ne le croit : "Il y a une œuvre que l'interprète doit respecter..." » (2/3/04/2000). Mais elle a peu à voir avec le reste du quotidien : « C'est le rôle des fameuses "critiques", ces articles inclassables, autorisés à mêler information et commentaire, dans lesquels le journaliste peut émettre des jugements tranchés » (28-29/11/05).
- Un dessin de presse peut exagérer le trait : « On lui accorde une marge d'exagération qui ne serait pas supportée d'un autre journaliste » (20-21/04/03). Mais « dans *Le Monde*, photos et dessins ne se réduisent pas à des illustrations décoratives : ce sont des informations ou des points de vue à part entière, soumis aux mêmes vérifications et aux mêmes réflexions critiques que les articles » (20-21/12/04).
- Une nécrologie ne doit pas commenter mais rendre compte d'une vie : elle « doit privilégier les faits plutôt que le commentaire » (01-02/04/01) ; elle peut le faire avec une part de parti pris : « Dans le cas d'un créateur [...], exprimer de l'enthousiasme, avec un peu de tendresse, vaut mieux que des réserves sur ce qui sera oublié de toute manière » (29-30/11/99).
- Une chronique télévision n'a pas à commenter les événements d'actualité : « On ne lui demande pas de commenter les événements d'actualité, mais leurs reflets télévisés. X a parfois du mal à rester dans ce cadre. Et il arrive que sa plume griffe trop fort et s'aventure » (12-13/02/2001).
- Les *encarts de publicité* doivent être bien séparés des articles de fond. La publication d'un entrefilet sur une « pilule de l'éternelle jeunesse » : « Une publicité ? Sans doute. Mais il fallait l'indiquer » (20-21/04/2003).
- Les pages « Débats » constituent un espace mesuré de discussion : « La publication d'un point de vue [...] ne signifie pas que *Le Monde* approuve les thèses de son auteur [...]. L'équilibre des pages Débats ne se mesure pas au jour le jour, mais sur une certaine période. Et pas forcément avec des chiffres [...]. C'est la musique de l'ensemble que l'on retient. Les rédacteurs du *Monde* n'y ont pas leur place. Il ne s'agit pas de défendre des causes – et encore moins de régler des comptes – par le biais de plumes extérieures, mais d'offrir un espace de discussion ouvert, honnête et enrichissant » (11-12/10/04).

- Toutes les chroniques, commentaires ou autres analyses ne sont pas supposés « coller » à une « ligne » : « Il n'est pas interdit à des journalistes de commenter l'actualité de manière dissonante. Ainsi, une chronique de... » (12-13/03/06) ;
- La chronique judiciaire a des « règles strictes » mais permet aux rédacteurs concernés d'adopter « un style personnel » : « Le journaliste doit donner l'impression d'avoir assisté à l'audience, mais il ne cite pas les propos tenus hors prétoire, dans les couloirs du palais de justice. Ces règles très strictes n'empêchent pas chaque chroniqueur judiciaire d'avoir son style personnel » (13-14/12/04).
- Le sport autorise une écriture moins stricte : « Le sport fait rêver [...]. Sans tomber dans le lyrisme, il faut raconter la course, écrire cette chanson de geste » (11-12/07/04).

Encore faut-il bien voir que le médiateur, en distinguant des types d'écriture, ne cesse de compter une (des) histoire(s), celle(s) du *Monde*. Cette volonté d'inscrire les règles présentées dans leur historicité – ce que ne faisaient presque jamais ses prédécesseurs – permet sans doute à chacun de mieux saisir des logiques héritées. Souci pédagogique, une nouvelle fois ? Sans doute. Mais pas seulement. Il faut y voir aussi tout un travail d'entretien de croyances dans l'existence d'un passé glorieux à transmettre à tous, aux lecteurs sans doute, mais aussi aux rédacteurs. Il y a là sans doute une prétention à inscrire de la continuité dans la discontinuité des « refondations » et autres changements d'équipes de direction (en 1995 avec la nomination d'Edwy Plenel, en 2005, avec celle d'Éric Fottorino) dont les traces s'inscrivent explicitement dans les nouvelles maquette, formules et cortège de rubriques hier absentes. Pour ce faire, le médiateur n'a guère besoin de puiser aux meilleures sources : il est l'histoire récente du journal faite corps. Entré au *Monde* à 23 ans en 1969 au tout début de sa carrière (il avait auparavant travaillé deux ans dans la presse quotidienne régionale), il est aujourd'hui l'un de ses journalistes les plus anciens, entré avant les actuels directeur du journal, directeur de la rédaction et l'ensemble des membres de la rédaction en chef. Trois « coups de projecteur », parmi d'autres possibles, suffiront à s'en convaincre.

S'agit-il de commenter une chronique théâtrale contestée ? Avant d'en présenter les logiques actuelles, logiciel à l'appui (« mon premier réflexe, après lecture de ces lignes, a été d'interroger la banque de données du *Monde*. Un simple clic sur la rubrique... »), le médiateur revient aux origines. Il raconte aux lecteurs l'histoire de ce « célèbre » chroniqueur de l'après-guerre – Robert Kemp, « membre de l'Académie française » – quittant vite la salle de spectacle (« alors que les applaudissements crépitaient encore, il rentrait rédiger chez lui son papier ») et, en pleine nuit, déposant son texte terminé sur son paillason à destination d'un cycliste du *Monde* passant à son domicile le matin à sept heures. Une seule fois, il n'y parviendra pas. C'était après la première d'*En attendant Godot*. « Désolé, dit-il le lendemain au rédacteur en chef, avec l'humilité

d'un débutant – précise Robert Solé, rappelant là en creux la modestie qui sied aux clercs de papiers –, je n'ai pas tout compris, mais je crois que c'est important » (14-15/01/01).

S'agit-il de commenter un éditorial contesté par des lecteurs ou de répondre à la question récurrente d'autres lecteurs étonnés qu'un éditorial ne soit pas signé ? Plusieurs fois, le médiateur y revient et pas seulement pour expliciter ses logiques rhétoriques, celles de la prise de position argumentée. Ainsi, dans cette chronique de 1999 (12-13/07), explique-t-il l'évolution du contenu et de la place du « Bulletin de l'étranger » (« puis "Bulletin" », avant de figurer sans titre – traitant essentiellement des questions internationales ») paraissant en « une » (« la fameuse colonne de gauche ») jusqu'à la réforme de 1995 (qui un temps adopte le double éditorial quotidien). Il en présente le processus de fabrication¹⁷ : il précise que le texte n'est pas signé, que le sujet est décidé en conférence de rédaction le plus souvent la veille, que « contrairement à l'ancien bulletin, qui était toujours rédigé par un rédacteur spécialisé », une « équipe d'éditorialistes polyvalents s'en charge », sous le contrôle de la rédaction en chef, « la touche finale revient au directeur du journal. » Il présente les conséquences de l'actuelle formule sur le genre : « En démenageant dans une page éditoriale, conçue sur le modèle de la presse anglo-saxonne, elle a perdu à la fois son caractère hybride et sa tonalité souvent très balancée. L'éditorial se caractérise par un ton plus incisif et des affirmations plus tranchées ».

S'agit-il, comme souvent, de répondre à des lecteurs qui critiquent la manchette de « une » ? Il souligne alors qu'elle est « rédigée généralement au dernier moment, dans l'urgence du bouclage » (12-13/10/98). Au fil des transformations visuelles du quotidien, il en présente les formes possibles et les traduit dans un langage accessible : « Selon la formule actuelle, elle n'occupe qu'une ligne, le plus souvent sur quatre colonnes, soit six ou sept mots au maximum » (12-13/10/98). Et il pense pouvoir constater un an plus tard : « Les lecteurs du *Monde* se sont habitués peu à peu à la nouvelle architecture de la première page, qui compte systématiquement un gros titre en manchette ». Il peut du coup revenir sur le passé et comparer les anciennes des nouvelles logiques de fabrication : « Les savants dosages de jadis, conduisant à mettre côte à côte plusieurs sujets en leur accordant une largeur variable, ont cédé la place à un choix clair et net : le thème jugé le plus significatif, le plus important ou le plus frappant est nettement privilégié, par un titre d'une ligne sur quatre colonnes, accompagné de trois ou quatre « puces » explicatives » (11-12/10/99). Ou, dans cet autre billet, il souligne que, « à la manière d'autres

¹⁷ Voir aussi la chronique du 27-28/08/01.

journaux [...], *Le Monde* a cessé de hiérarchiser l'actualité en première page par des titres de taille différente. Il compte désormais tous les jours, une manchette sur quatre colonnes, quel que soit le thème retenu. Or, la palette s'est beaucoup élargie, et l'on voit en tête de « une » des sujets qui n'auraient pas été jugés assez nobles jadis pour y figurer. Tout est présenté de la même manière [...]. La volonté d'accrocher le regard dans les kiosques est évidente. La formule choisie – un titre d'une seule ligne, en gros caractères – oblige à la concision et conduit à des simplifications. Or, pendant des décennies, *Le Monde* s'était distingué par des formulations prudentes et souvent tarabiscotées » (13-14/05/01). Cette volonté de présenter « l'architecture » du journal et d'adopter une pédagogie de la forme et du vocabulaire spécialisé est presque constante. Une fois encore pour la « une » : « Graphiquement, la première page du journal est à peu près identique tous les jours, sauf événement exceptionnel. Elle compte quatre "étages" : une manchette, accompagnée d'un dessin de Plantu ; un deuxième titre, plus petit ; un billet appelé "ventre", qui est consacré à un thème plus décalé ; enfin une analyse ou un point de vue, en rez-de-chaussée. Dix à quinze autres sujets sont annoncés, parfois illustrés dans cette vitrine du journal »¹⁸. Et de préciser : « Hormis le dessin et l'analyse, aucune opinion ne doit s'exprimer en "une" » (12-14/12/04).

Conclusion

Si le médiateur peut avoir tout intérêt à user de cette métaphore de la règle, c'est bien que celle-ci peut adéquatement accompagner autant que mettre en forme son projet inséparablement déontologique, pédagogique et éditorial (Legavre, 2007 ; 2008). Mais c'est encore parce que la croyance dans la pertinence du langage de la règle lui fait croire que le travail journalistique est aussi un travail d'ordonnancement. Il exprime là d'abord une pulsion de chef ayant quitté le terrain depuis bien longtemps et concevant son métier comme celui d'une mise en formes de paroles journalistiques écrites ou recueillies par d'autres et hiérarchisés par ceux qui ont la charge d'animer la rédaction, comme le disent par périphrase ceux qui ont la capacité d'imposer leurs vues. Robert Solé occupait des positions hiérarchiques depuis le milieu des années 80. En cela, son projet est conditionné par le « journalisme assis » qui le caractérise. L'opposition avec le « journalisme debout », de terrain est plus simplifiante que ne le pensent et le disent beaucoup de spécialistes français des médias qui en ont fait une des oppositions majeures en l'important des travaux de Jeremy Tunstall (1971). Certes, tout donne à penser que les journalistes passent aujourd'hui un temps croissant dans les rédactions. Ils ne sont pas

¹⁸ C'est nous qui soulignons.

pour autant tous hors de leur terrain et sans contact avec des sources autres que celles provenant des dépêches d'agences ou ceux que les spécialistes appellent pudiquement sources documentaires. Simplement, ce journalisme – et ce n'est pas rien – est désormais beaucoup plus qu'hier fondé sur l'usage intensif d'un téléphone tendant de plus en plus à se substituer aux interactions de face à face. Sans les remplacer complètement. Mais, au-delà, la distinction entre journalisme « assis » et « debout » a ce grand avantage de rappeler que le quotidien d'une fraction de journalistes se définit d'abord par tout un travail de relecture, de corrections, de titrage et d'habillage – des secrétaires de rédaction ou éditeurs aux infographistes, en passant par les directeurs artistiques ou autres... chefs, précisément. Hiérarchiser « l'actualité », mettre en forme(s) un chemin de fer en plaçant les « papiers » dans des « formes », ces emplacements attribués aux rédacteurs et objectivés par les logiciels de presse, c'est aussi (d'abord ?) unifier la diversité de pratiques rédactionnelles et leur donner un certain ordre. Et tous les gens de presse n'y ont pas le même « intérêt », c'est-à-dire n'y investissent pas les mêmes croyances. Les journalistes producteurs de typologies de « genres » journalistiques ou présentant les logiques des rubriques aiment voir dans leur tentatives de classement la seule expression d'un « journalisme de méthode » qui réclamerait une « compétence technique » et, ce faisant, se départirait de ses origines « littéraires » (Agnès, Croissandeau, 1979 : 37-38). Pour eux, la maîtrise des divers genres rendrait possible « la sûreté dans la quête de l'information [...] et la qualité de l'écriture » (Agnès, 2002 : 187). En ce sens, ces typologies seraient la réponse à « une nécessaire formalisation de l'expérience en vue de sa transmission [...], cette entreprise d'explicitation du travail journalistique constitu[ant] un effort pour aller "vers un journalisme moins empirique [...], où l'on se préoccupe de définir des règles" » (Ringoot, Utard, 2005 : 27 ; citant Agnès, 2004). Le discours sur les « genres journalistiques », précisent cependant Roselyne Ringoot et Jean-Michel Utard (2005 : 28), est tout autant fonctionnel que normatif – en particulier parce qu'il fixe, dans la concurrence, le « bon » journalisme de l'époque. En cela, il peut s'analyser comme un « discours réflexif d'une profession sur sa pratique discursive, les genres journalistiques définissant à la fois des manières de faire et des raisons d'être ».

Discours réflexif d'une profession ? Pas tout à fait. Plutôt discours réflexif hiérarchiquement situé d'une fraction journalistique, celle qui est en position de le faire publiquement et qui, ici comme ailleurs, exprime une prérogative de chef ou de porte-parole. Produire de l'unité là où il y a de la diversité et encadrer la fluidité des processus sociaux est probablement ce qui constitue le noyau du travail d'une hiérarchie, quelle qu'elle soit et quelle que soit l'organisation en cause. En cela, le discours du médiateur sur le journalisme est l'expression d'un journalisme de chefs dont, par

définition, il ne faut pas forcément attendre qu'il parvienne à parler autant qu'à saisir les « petites choses » qui font que les rubricards réussissent chaque jour plus ou moins bien à faire ce qu'ils font : produire un discours sur et avec des sources qui tentent d'imposer une certaine vision de l'histoire en train de se faire. Ils le font en fonction de ce qu'ils sont, donc en particulier en fonction des socialisations qui les ont construits et des lieux qui les structurent. Autant de facteurs qui ont toute chance d'échapper aux médiateurs et aux médiations de presse...

Références

- Agnès Y., 2002, *Manuel de journalisme. Écrire pour le journal*, Paris, Éd. La Découverte.
- Agnès Y., Croissandeau J.-M., 1979, *Lire le journal. Pour comprendre et expliquer les mécanismes de la presse écrite avec 110 fiches pratiques*, Saint-Julien-du-Sault, Les Presses Saltusiennes-Lobies.
- Bertrand C.-J., 1997, *La déontologie des médias*, Paris, Presses universitaires de France.
- 1999, « Critiques des médias et déontologie », pp. 231-248, in : Bertrand C.-J., dir., *Les médias*, Paris, Éd. Ellipses.
- Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éd. de Minuit.
- 1986, « La force du droit. Éléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 64, pp. 3-19.
- 1987, « La codification », pp. 94-105, in : *Choses dites*, Paris, Éd. de Minuit.
- 1998, « Retour sur la télévision », pp. 85-92, in : *Contre feux*, Paris, Éd. Liber/ Raison d'agir.
- Champagne P., 2000, « Le médiateur entre deux Mondes. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, pp. 8-29.
- Charon J.-M., 1994, *Cartes de presse*, Paris, Fayard.
- 1995, « La place du débat sur la déontologie des journalistes dans les représentations de leur identité professionnelle », pp. 83-101, in : Mathien M., Rieffel R., dirs, *L'identité professionnelle des journalistes*, Strasbourg, Alphacom-CUEJ.
- 2003, « L'éthique des journalistes au XX^e siècle. De la responsabilité devant les pairs aux devoirs à l'égard du public », *Le Temps des médias*, 1, pp. 200-210.
- Civard-Racinais A., 2003, *La déontologie des journalistes*, Paris, Éd. Ellipses.
- Cornu D., 1997, *Éthique de l'information*, Paris, Presses universitaires de France.
- Cornu D., Ruellan D., 1995, « Technicité intellectuelle et professionnalisme des journalistes », *Réseaux*, 51, pp. 145-160.
- Ferreira Maia K., 2004a, « Le fragile compromis des principes de justification de la médiation de presse », *Questions de communication*, 6, pp. 203-216.

Les « règles » du médiateur du *Monde* ou la mise en scène d'une écriture de presse

- 2004b, « Médiateur de presse : un métier en quête de légitimité professionnelle », *Les Cahiers du journalisme*, 13, pp. 292-305.
- Hubé N., 2004, « La conférence de rédaction du *Monde*. Une approche ethnographique de l'élaboration de la Une », pp. 191-210, in : Legavre J.-B., dir., *La presse écrite, objets délaissés*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Lakoff G., Johnson M., 1986, *Les métaphores de la vie quotidienne*, trad. de l'anglais par M. de Fornel avec la collaboration de Jean-Jacques Lecercle, Paris, Éd. de Minuit.
- Lavoine Y., 1995, « Le monde de l'écriture : l'écriture du *Monde* (autour des chroniques d'André Laurens) », pp. 78-204, in : Mathien M., Rieffel R., dirs, *L'identité professionnelle des journalistes*, Strasbourg, Alphacom-CUEJ.
- Le Bohec J., 2000, *Les mythes professionnels des journalistes*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Legavre J.-B., 2006, « Qu'est-ce qu'un "bon" lecteur de presse ? Les lecteurs du *Monde* à travers les chroniques du médiateur », *Communication et langages*, 150, pp. 3-16.
- 2007, « Des publics à enrôler. Les lecteurs du médiateur », in : Dauvin P., Legavre J.-B., dirs, *Les journalistes et leurs publics*, Paris, Éd. La Dispute, à paraître.
- 2008, « Lettres restantes Le courrier des lecteurs du *Monde* ou les contours d'un genre en expansion », in : Ringoot R., Utard J.-M., dirs, *Les genres journalistiques*, Paris, Éd. L'Harmattan, à paraître.
- Lemieux C., 1992, « Les journalistes : une morale d'exception ? », *Politix*, 19, pp. 7-31.
- Leprette J., Pigeat H., dirs, 2004, *Éthique et qualité de l'information*, Paris, Presses universitaires de France.
- Maclouf M., 2001, *Le Monde et ses lecteurs (1944-2001)*, mémoire en sciences de l'information et de la communication, Paris 4-Celsa.
- Mesquita M., 2000, « Un médiateur portugais de la presse quotidienne », pp. 291-300, in : Bertrand C.-J., dir., *L'arsenal de la démocratie*, Paris, Éd. Economica.
- Mouillaud M., Tétu J.-F., 1989, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Neveu É., 1993, « Pages "Politiques" », *Mots. Les langages du politique*, 37, pp. 6-27.
- 2001, *Sociologie du journalisme*, Paris, Éd. La Découverte.
- Ogien A., *Les règles de la pratique sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.
- Padioleau J.-G., 1985, *Le Monde et Le Washington Post. Prescripteurs et mousquetaires*, Paris, Presses universitaires de France.
- Prodhomme M., 2006, *La place du discours sur l'éthique dans la construction de l'espace et de l'identité professionnelle des journalistes*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires de la Faculté de droit de Clermont-Ferrand.
- Ringoot R., Utard J.-M., 2005, « Genres journalistiques et "dispersion" du journalisme », pp. 21-47, in : Ringoot R., Utard J.-M., dirs, *Le journalisme en invention. Nouvelles pratiques, nouveaux acteurs*, Paris, Presses universitaires de Rennes.

Ruellan D., 1994, *Le professionnalisme du flou*, Paris, Presses universitaires de Grenoble.

Solé R., 2003, « Entretien », *Médialogues*, disponible sur www.robertsole.com.

Tunstall J., 1971, *Journalists at work*, Londres, Sage.